

Appel à contributions pour un dossier de *Politique africaine* à paraître en 2009

Numéro coordonné par Luís de Brito

Le Mozambique après le « socialisme » et la guerre: une « success story » ?

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est aujourd'hui considéré une « réussite » par des bailleurs de fonds en manque d'exemples de l'efficacité et des bienfaits de l'aide au développement. En effet, reconverti aux vertus de l'économie de marché dès la seconde moitié des années 1980, après la faillite de la « construction du socialisme », sorti d'une longue et très destructrice guerre civile en 1992, ce pays, qui était devenu l'un des plus pauvres du monde, a connu au cours de la dernière décennie des taux de croissance très élevés et une notable stabilité politique. Mais peut-on vraiment parler de réussite ?

Deux grands axes d'analyse sont proposés à l'attention des auteurs souhaitant contribuer à ce numéro de *Politique africaine* dont l'objectif est d'engager une réflexion critique sur les dynamiques et les processus des transformations en cours au Mozambique.

De l'économie de services à l'économie d'aide. Quel « développement » ?

L'économie coloniale du Mozambique s'est développée dès la fin du XIXe siècle d'une façon atypique: fournisseur de matières premières aux industries métropolitaines et marché protégé pour les exportations portugaises, le Mozambique a développé des liens économiques très forts avec l'hinterland, particulièrement avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie. L'essentiel du mouvement des marchandises dans les grands ports et lignes de chemin de fer se faisait en provenance ou à destination de ces pays. De même, une main d'oeuvre migrante a rejoint les mines et plantations de ces pays. L'équilibre de la balance des paiements était ainsi assuré par l'exportation de main d'oeuvre et par la prestation de services ferro-portuaires. Or, cet équilibre a été brutalement mis en cause à l'indépendance. Sous le régime d'inspiration marxiste du Frelimo, la fuite massive et rapide des colons s'est traduite par l'abandon de nombreuses usines et commerces, mais aussi par le dépeuplement de la bureaucratie d'Etat. Par ailleurs, la solidarité du Frelimo avec les mouvements de libération en lutte contre les régimes sud-africain et rhodésien a suscité de leur côté de fortes réactions d'hostilité et le soutien à des forces d'opposition, donnant naissance à une rébellion armée, la Renamo.

Face à ces défis, la faillite économique du nouvel État indépendant était pratiquement inévitable. Ni l'indépendance du Zimbabwe en 1980, ni l'accord de Nkomati signé avec l'Afrique du sud en 1984 n'ont permis au Frelimo de mettre un terme au conflit armé l'opposant à la Renamo ou d'arrêter le déclin de l'économie. La libéralisation économique qui s'en est ensuivie sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale n'a produit que peu de résultats jusqu'à la seconde moitié des années 1990, notamment à cause de la guerre, qui a atteint toutes les provinces du pays à partir de 1983. Ce n'est qu'à partir de 1992, la paix revenue, que l'économie a repris, soutenue par l'aide massive à la reconstruction et plus tard par quelques gros investissements industriels. Ces grands investissements, qui ont eu un impact énorme sur les chiffres de la croissance économique, n'ont généré que quelques milliers d'emplois et pratiquement pas de rentrées fiscales pour l'État, dont le budget, quinze ans après la fin de la guerre, dépend toujours à plus de 50 % de l'aide extérieure.

C'est au cours de cette période que la formation d'une bourgeoisie nationale s'est accélérée, profitant directement ou indirectement des privatisations, des opportunités de médiation/alliance avec des investisseurs étrangers, partageant avec des fonctionnaires de tous niveaux et des employés des ONG le gros des bénéfices de la manne internationale. La « pauvreté », devenue un excellent « produit d'exportation », justifie à elle seule la continuation de l'aide internationale.

Une large partie des Mozambicains ne profite aujourd'hui pas de la croissance économique. Des secteurs de la société rurale et des couches urbaines souffrent d'une perte réelle de revenus et se retrouvent dans des situations de vulnérabilité accrue face à l'inflation, en particulier des produits alimentaires et du transport. Face à un État qui promet tout et ne fait que très peu pour les couches populaires, l'indifférence commence désormais à donner lieu à des expressions de révolte violente, dans la lignée des « révoltes du pain » connues dans d'autres pays d'Afrique. Ceci renvoie à la question du rapport des citoyens avec le pouvoir d'État et à la démocratie.

La difficile construction démocratique

Sur le plan politique, les succès semblent être plus modestes que dans le domaine économique. Si le Frelimo a réussi à conserver le pouvoir en remportant toutes les élections présidentielles (encore qu'il y ait des doutes sur les résultats de 1999) et en s'assurant une majorité absolue au Parlement, il n'a pas été capable, ou intéressé, de faire la rupture avec sa tradition de parti unique. La légitimité politique manifeste de la Renamo, exprimée dès 1994 dans le vote de millions de Mozambicains, est systématiquement niée et le Frelimo renvoie toujours le principal parti d'opposition à ses origines et liens avec les régimes rhodésien et sud-africain d'apartheid. Dans ces conditions, les élections organisées sous contrôle du Frelimo et sans grande transparence ont perdu en importance pour un nombre croissant d'électeurs. En effet, malgré la grande mobilisation suscitée par les premières élections pluralistes (87 % de participation), le renouveau de la vie politique que l'on pouvait s'attendre de l'institution d'un système compétitif ne s'est pas concrétisé, et les scrutins suivants ont témoigné du désenchantement de l'électorat: l'abstention est passée de 33 % en 1999 à 50 % en 2004!

L'autre réforme politique qui suscitait beaucoup espoir était la décentralisation. Or, la politique de décentralisation amorcée lors de l'élaboration de la Constitution de 1990 et qui devait se fonder sur des élections locales dans les districts fut abandonnée, après que les résultats des élections générales de 1994 ont montré que l'opposition pouvait gagner une partie non négligeable des gouvernements locaux, au profit d'un modèle de municipalisation limité à 33 villes. Le processus de municipalisation devrait être graduellement élargi à d'autres territoires, essentiellement des petits centres urbains, mais dix ans après les premières élections municipales, le gouvernement vient d'annoncer une liste de seulement dix nouvelles municipalités pour les prochaines élections. Pourtant, c'est sur ce terrain que le pays a connu l'alternance politique, puisque la Renamo a conquis la majorité absolue dans les assemblées de quatre villes (y compris à Beira, la deuxième ville du Mozambique), ainsi que la présidence du conseil municipal dans ces villes et dans une cinquième municipalité. Mais la valeur de cet exercice démocratique reste limitée par la faible participation aux élections locales (une moyenne de 23 % pour les 33 municipalités) et on ne peut pas considérer que les élus (membres des assemblées municipales et présidents des conseils municipaux) aient acquis une vraie légitimité.

À un système de représentation politique défaillant s'ajoute une société civile faible. Les syndicats créés du temps du parti unique sont encore majoritairement liés au Frelimo. Par ailleurs, le contexte économique et politique n'est pas favorable à la mobilisation des travailleurs, confrontés à un niveau très élevé de chômage et surtout préoccupés de ne pas perdre leurs emplois. Il est vrai qu'il y a au Mozambique une multitude d'autres organisations non gouvernementales, mais celles-ci ont été pour la plupart induites par la disponibilité de fonds provenant de l'aide internationale, jouent un rôle d'instruments de redistribution de cette rente, et - sauf quelques rares exceptions - ne contribuent pas de façon utile à l'élargissement de l'espace démocratique.

Les deux lignes thématiques ici proposées de façon synthétique et provocatrice n'excluent pas que des auteurs soumettent des articles sur d'autres sujets.

Les propositions d'articles doivent être envoyés à luis.brito@iese.ac.mz avant le 30 juin 2008, et les textes définitifs soumis jusqu'au 30 novembre 2008.